

**LA SÉCURITE ENERGETIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE: UNE
APPROCHE INTERGOUVERNEMENTALISTE LIBERALE**

Patrick Barrette, *Université du Québec à Montréal*
patrick.barrette@umontreal.ca

Paper prepared for the ECSA-C Biennial Conference

Victoria, BC, April 30, 2010

Les enjeux énergétiques figurent de nouveau à l'agenda de la plupart des États et la récente flambée des prix de ces ressources a été un facteur d'inquiétude pour les pays occidentaux, qui en sont fortement dépendants. Plusieurs d'entre eux considèrent leur dépendance envers les combustibles fossiles, provenant de régions instables politiquement, comme un risque pour leur sécurité. L'Europe n'échappe pas au retour des questions énergétiques sur l'ordre du jour et les conflits gaziers répétés entre Gazprom et l'Ukraine sont venus rappeler aux européens leur vulnérabilité face aux approvisionnements de gaz en provenance de Russie. L'inquiétude européenne tient principalement à sa dépendance croissante envers les importations de gaz. Dans ce travail, nous cherchons à comprendre comment les États-membres vont réagir aux problèmes énergétiques qui s'annoncent. Si la Commission a annoncé, après le premier conflit russo-ukrainien, son intention de réagir de manière concertée aux menaces à sa sécurité énergétique, la politique annoncée reste incomplète.

La difficulté de mettre en œuvre une politique commune tient à la persistance des intérêts nationaux dans la prise de décision des États en matière d'intégration. Il est particulièrement intéressant de considérer leur intérêt à la coopération dans le domaine énergétique et nous posons donc la question de recherche suivante : Quels sont les facteurs qui influencent le soutien des États-membres de l'Union européenne envers une stratégie énergétique commune vis-à-vis la Russie? Cette recherche adopte une approche intergouvernementaliste libérale (IL), selon laquelle l'intégration européenne est le fait de négociations entre les gouvernements des États-membres chargés de représenter l'intérêt d'acteurs sociaux nationaux au niveau européen. L'hypothèse développée est que la position des États-membres envers cette stratégie est essentiellement déterminée par les intérêts des grands groupes gaziers nationaux. Dans notre démonstration, nous procéderons à la comparaison de trois États-membres : l'Allemagne, la France et la Pologne.

Les questions énergétiques dans l'Union européenne

Deux facteurs rendent la situation énergétique européenne préoccupante; d'ici 2030, la production de gaz en Europe est appelée à diminuer tandis que sa consommation devrait augmenter, entraînant une croissance marquée de sa dépendance envers les importations de gaz. Malgré une augmentation des approvisionnements de GNL, les importations de gaz devraient tout de même demeurer concentrées sur quelques fournisseurs (van der Linde 2007, 269-70). D'ici 2020 ou 2030, l'UE devrait compter sur les importations pour combler 80% de sa consommation de gaz, une augmentation de 49% par rapport à aujourd'hui (Heinriks 2007, 43).

Non seulement les européens sont-ils dépendants des importations énergétiques mais celles-ci ne proviennent que d'un nombre réduit de fournisseurs, puisque l'UE ne peut compter que sur la Russie, la Norvège et l'Algérie pour combler les 61% des besoins qu'elle ne peut assurer elle-même (Eurogas 2009a, 1). Les segmentations régionales, caractéristiques des marchés du gaz, expliquent le nombre restreint de fournisseurs, les propriétés de cette ressource nécessitant des infrastructures pour son transport. Cette dimension géographique des marchés gaziers fait que seuls les territoires reliés par gazoducs peuvent être desservis. Ceci confère au fournisseur un avantage sur ses clients, qui ne peuvent facilement changer de fournisseur et souligne l'importance de la Russie dans les marchés énergétiques européens (Baran 2007, 132).

Grâce à sa position géographique et à ses importantes réserves, le pourvoyeur principal de l'Europe est un acteur incontournable de l'économie politique du gaz. Peu importe le plan

d'action qui sera adopté, l'UE et ses États-membres devront composer avec la Russie. Cela suscite des craintes, alors que pour d'autres, l'ampleur de la dépendance de l'Union envers le gaz russe serait fortement exagérée. Selon Pierre Noël, « Russia's market share of EU gas imports has been halved since 1980, from 80% to just over 40%. Contrary to popular perception, overdependence on Russia is not a pressing issue for Europe as a whole » (2008, 1). Malgré cela, la perception générale de la Russie s'est grandement détériorée depuis quelques années et reste la source de nombreuses divisions politiques au sein des États-membres.

Il est essentiel de chercher à comprendre comment les États-membres réagiront pour sécuriser leurs approvisionnements en gaz, puisque ces questions stratégiques revêtent une importance fondamentale. L'UE a affirmé son souhait de passer à l'action alors qu'elle publiait, deux mois après le premier conflit russo-ukrainien, son *Livre vert* sur l'énergie, contenant des pistes de solutions visant à adopter une stratégie commune (Commission européenne 2006). Cette volonté était réaffirmée quelques mois plus tard, quand elle faisait paraître sa *Communication pour une politique de l'énergie pour l'Europe* (Commission européenne 2007). Pourtant, peu de choses ont évolué vers une stratégie commune à tous les États-membres, réticents à s'en remettre à l'UE, alors que certains affirment vouloir conserver leurs prérogatives en matière d'énergie. Ainsi, « the numerous differences between various national energy policies and priorities of the EU member states make any coherent international energy security strategy of the EU difficult to implement until it acquires a supranational authority to do so » (Umbach 2007, 11).

Ces réticences ne sont pas un phénomène inédit dans l'histoire de l'intégration européenne. Depuis ses débuts, les intérêts nationaux jouent un rôle important dans leur prise de décision en matière d'intégration. Ainsi, « [m]ember states have been unwilling to give up their sovereignty in energy matters, considering the stakes to be too high with respect to their national interests in the area of energy dependence and control of their resources » (Finon et Locatelli 2008, 427). Les États sont peu enclins à se départir de leurs prérogatives énergétiques étant donné l'importance de ces enjeux et les compétences incomplètes de l'UE. En effet, « the EU's competence in energy is mainly based on internal market and competition powers [...] energy has always managed to stay within the domain of member states' national policymaking » (van der Linde 2007, 282).

L'intérêt national et le rôle des États dans le secteur énergétique est central dans la définition de leur position envers une stratégie énergétique commune, puisqu'il leur appartient de déterminer si « the international political and economic muscle of the EU [...] gains any strength when it is bundled with a unified voice in security of oil and gas supply matters or whether these issues should, for geopolitical, domestic, political and socio-economic reasons, rather be separated » (van der Linde 2007, 281). Nous cherchons les causes expliquant les préférences des États-membres en matière de stratégie énergétique. Une des motivations pour effectuer ce travail est l'absence, dans la littérature, de cette dimension des facteurs d'influence sur les décisions des États dans les questions énergétiques européennes.

La politique énergétique européenne dans la littérature

La littérature traitant des enjeux énergétiques européens aborde surtout les questions ayant trait au domaine d'action et de la forme d'une politique commune. Elle est prescriptive et divisée en deux camps, appelés *Markets and Institutions* et *Regions and Empires*, privilégiant chacun un domaine d'action différent (Finon et Locatelli 2008). Les tenants du premier camp ont une vision

libérale et soutiennent que la sécurité énergétique de l'UE passe par les marchés et l'action interne. Ils favorisent « la réalisation d'un marché intérieur de l'énergie pour développer une économie plus compétitive, la promotion de l'efficacité énergétique pour pouvoir consommer moins, le développement des énergies renouvelables, pour diminuer la dépendance envers les combustibles fossiles » (Biava 2007, 111). Pour les seconds, la sécurité énergétique relève plutôt de la géopolitique et proposent que la politique commune soit intégrée à la politique extérieure de l'UE. Or, la vision de chacun des camps est avant tout déterminée par leur perception de la menace que représente la Russie pour la sécurité énergétique européenne.

Les tenants de l'approche libérale ne perçoivent pas cette dépendance comme une menace *a priori* et considèrent que la quête d'indépendance énergétique est illusoire et risquée, puisqu'elle ignore des aspects essentiels de la sécurité énergétique, inatteignables par la multiplication des sources d'approvisionnement. En effet, l'argument de l'indépendance énergétique se concentre sur les enjeux de sécurité d'approvisionnement sans tenir compte des enjeux de logistique d'approvisionnement, des questions commerciales et des considérations économiques et environnementales (Verrastro et Ladislav 2007, 97).

Ce serait plutôt les mesures économiques qui régleront les problèmes énergétiques de l'UE, puisque les marchés facilitent la mobilisation des capitaux pour l'accroissement de la production, du transport, ainsi que des capacités de distribution du gaz en plus d'assurer les risques en matière de prix. Donc, « [e]nergy policy should focus on maintaining good market conditions and securing public services » (Correljé et van der Linde 2006, 541). De plus, l'interdépendance entre l'UE et la Russie est trop souvent négligée et tant qu'il en sera ainsi, les craintes relatives à la sécurité d'approvisionnement de l'UE seront exagérées (Spanjer 2007, 2889-91). Si sa fiabilité passée comme fournisseur ne peut-être garant d'un avenir parfaitement radieux, toujours est-il que « Russia currently and for the foreseeable future has a vested interest in maintaining a strong relationship with the EU which is its major energy market, indeed the market which sustains the growth of the Russian economy » (Monaghan 2007, 9).

Cette approche propose de mettre en place une politique de voisinage avec des pays producteurs, surtout en Asie centrale et au Caucase, pour former communauté paneuropéenne de l'énergie (Bahgat 2006). L'Europe pourrait ainsi offrir une alternative crédible à la domination de la Russie dans ces régions, en étendant à ces éventuels partenaires les règles de marché et la logique de coopération qui caractérise le fonctionnement interne de l'UE (Youngs 2007, 5). Or, cette politique économique régionale cache les ambitions géostratégiques sous-tendues derrière des actions économiques. Ainsi, les institutions et les gouvernements européens embrassent cette approche *market-governance* alors que leurs inquiétudes requièrent une approche géopolitique des problèmes énergétiques (Youngs 2007, 1).

L'Union devrait assumer ses ambitions, à défaut de quoi elle risque « taking the focus away from the short-term challenge of international geopolitics and fomenting the illusion that investment in renewables can obviate the need to take difficult foreign policy choices » (Youngs 2007, 8). L'approche économique veut consolider l'accès aux ressources des pays exportateurs, alors que l'instabilité politique des producteurs rend incertain le respect des contrats. L'idée que les forces de marché puissent procurer aux États un niveau de sécurité d'approvisionnement suffisant soulève des doutes devant le renouveau de l'intérêt national parmi les pays producteurs (van der Linde 2007, 272). Ceci fait croire aux tenants de l'approche *Regions and Empire* que la

dépendance envers les ressources énergétiques russes constitue une menace à la sécurité d'approvisionnement que les mesures économiques ne suffiront pas à garantir.

Même si les approvisionnements vers l'Europe n'ont jamais été complètement interrompus pendant les crises russo-ukrainiennes, elles auront suscité des doutes quant à la fiabilité de la Russie en tant que fournisseur parmi certains dirigeants européens, qui ont perçu ces épisodes comme des tentatives de chantage (Bahgat 2006, 962). Pour Baran, la puissance russe se mesure désormais selon ses capacités énergétiques, qu'elle utilise comme arme politique. En cela, la dépendance énergétique de l'Union constitue une menace à sa sécurité au même titre qu'une menace militaire (Baran 2007, 131). La politique énergétique de l'UE devrait donc intégrer des mesures qui relèvent de la géopolitique et devrait même faire intégrer sa politique étrangère.

Les tenants de l'approche géopolitique déplorent que l'UE ne s'attaque pas à la dimension politique de ses problèmes énergétiques : « countries of the West have never experienced these strong-arm tactics firsthand and fail to view it as anything more than an economic dispute » (Baran 2007, 134). À défaut d'adopter une politique extérieure de l'énergie, l'Europe pourrait sombrer dans une dépendance profonde et de long terme envers la Russie. Cette politique « will require the strategic use of a set of energy policy tools and the active use of foreign and security policies, to achieve the objectives of prevention, deterrence, containment and crisis management » (Correljé et van der Linde 2006, 541). Dans les régions de la Caspienne et du Caucase, l'Union doit s'engager à promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits humains afin d'offrir une alternative à la domination russe et établir un contexte favorable à la coopération énergétique, notamment en les reliant par gazoducs directement à l'Europe.

Malgré des visions opposées de la politique énergétique commune, un consensus se dégage quant à sa nécessité. Pour la Commission, une approche fondée sur vingt-sept politiques nationales distinctes est insuffisante et il est impératif que l'Union adopte une action collective qui lui conférerait le poids suffisant pour faire valoir ses intérêts. Les auteurs, eux, reconnaissent que les récents élargissements compliquent la coordination des politiques nationales, mais soutiennent la nécessité de cette démarche étant donné le degré de dépendance des nouveaux membres envers la Russie (Finon et Locatelli 2008, 427).

L'UE doit inciter ses membres à agir de concert en leur faisant réaliser l'opportunité qu'elle représente en tant qu'institution commune, sans quoi le marché énergétique interne européen risque de se fragmenter, nuisant ainsi à la compétitivité globale de l'industrie européenne, tout en augmentant le coût des ajustements en matière de politique environnementale (Rölller et al. 2007, 50). L'interdépendance des enjeux énergétiques des nationaux constitue un incitatif important à l'action concertée et les États devraient dépasser leurs intérêts propres pour se joindre à une politique commune afin de déjouer la stratégie de la Russie, qui joue sur leurs divisions pour arracher des ententes bilatérales et conserver sa domination sur les marchés européens (Baran 2007, 133). En se concurrençant, les compagnies européennes s'affaiblissent mutuellement devant la Russie et compromettent la sécurité énergétique de l'Union (Finon et Locatelli 2008, 437) Malgré cela, les défis qui se posent aux États sont importants. La situation énergétique européenne est diversifiée et les États « face the energy challenge from different starting points, and with different needs and priorities. The potential costs of and benefits from a common energy policy are therefore not homogeneously distributed across Europe » (Rölller et al. 2007, 22).

Les incitatifs à la coopération pourraient surpasser les désavantages, puisque la nécessité d'atteindre les objectifs de la Commission impose des coûts d'option (*trade-offs*) aux États, ceux-ci étant restreints dans leurs choix par leur situation énergétique et ne pouvant réaliser tous les objectifs à la fois. La mise en commun des politiques énergétiques nationales pourrait être le moyen de surmonter cet obstacle en permettant à chaque État de profiter des avantages comparatifs de ses pairs et ainsi réduire les coûts d'option pour chacun (Röller et al. 2007, 39). Pourtant, les obstacles persistent et plusieurs hésitent à transférer leur souveraineté énergétique étant donné l'importance stratégique de ces enjeux au niveau économique et politique (Closson 2008, 1). Malgré la volonté de l'Union de se doter d'une politique énergétique, le dernier mot en matière d'intégration revient plutôt aux États-membres.

Approches théoriques

La question des intérêts des États-membres à la coopération a été largement couverte par les débats théoriques de l'intégration européenne. Deux approches qui tentent d'expliquer la volonté d'intégration pourraient être avancées dans le cas qui nous occupe. La première est la théorie intergouvernementaliste, qui se situe dans le courant réaliste. La seconde se situe dans le courant constructiviste et s'attarde aux facteurs d'identité et de mémoire collective comme facteurs déterminants de la volonté d'intégration. Ces approches, toutefois, appliquées au cas de la politique énergétique européenne, comportent d'importants problèmes de validité interne et externe et n'expliquent que partiellement la volonté des États-membres de se doter d'une stratégie commune vis-à-vis la Russie.

L'approche réaliste

Selon cette approche, l'intérêt national est non négligeable en matière d'intégration. Les États sont pris avec les différences héritées de leur histoire et sont incapables de passer outre leur nationalisme. Pour Hoffmann, l'unification politique de l'Europe n'aurait pu fonctionner que si les États n'étaient pas pris dans le tourbillon de leurs intérêts et préoccupations, résultant de leurs différences nationales et leur histoire (1966, 863). Il y aurait donc une *conscience nationale* qui détermine leur action au niveau international, ce qui ne signifie pas qu'ils refuseront invariablement de coopérer, mais qu'ils le feront quand les enjeux ne compromettent pas leurs intérêts vitaux : « In areas of low politics, integration is deemed possible through technical harmonisation, while in areas of high politics, considerations of national or state sovereignty prevent cooperation from developing into integration » (Øhrgaard 1997, 2).

À mesure qu'on retire leurs prérogatives, les gouvernements ressentent la nécessité de préserver le « cœur de l'artichaut », c'est-à-dire les fonctions vitales de l'État (Hoffmann 1966, 883-884). Pour les tenants de l'approche *Regions and Empires*, les questions énergétiques revêtent une importance du même ordre que les questions militaires, d'où le caractère intergouvernemental des discussions européennes sur l'énergie. Le débat sur la sécurité d'approvisionnement et la stratégie commune interpelle donc avant tout les intérêts vitaux des États-membres (van der Linde 2007, 274). Pour les réalistes, la sécurité d'approvisionnement s'articule autour du concept de dépendance énergétique et le principal problème résiderait dans la dépendance des États-membres envers les importations de gaz d'un fournisseur peu fiable menaçant d'utiliser ses ressources pour arriver à ses fins politiques. Or, ce concept de dépendance pose problème et ne permet d'expliquer que partiellement la position des États envers une

stratégie énergétique commune. En effet, rien ne laisse supposer qu'il y ait une relation entre le niveau de dépendance envers le gaz russe et la volonté de s'allier avec les autres États-membres.

Vu le caractère vital de la sécurité d'approvisionnement pour les intergouvernementalistes, la menace que représente une dépendance accrue envers le gaz russe pourrait inciter un État à préserver ses intérêts vitaux et conserver ses prérogatives en matière énergétique. Celui-ci pourrait même chercher à s'allier à long terme avec son fournisseur plutôt que d'adhérer à une politique énergétique européenne. D'ailleurs, lorsque l'on s'attarde à leur position envers cette stratégie énergétique, il est difficile de faire un lien avec le niveau de dépendance des États-membres. Ainsi, la Pologne consomme 53% de gaz russe et est reconnue pour être une partisane d'une politique de solidarité énergétique européenne afin de diminuer l'influence de la Russie comme fournisseur de gaz de l'UE (Möller-Holtkamp 2007).

Par contre, la Hongrie, qui importe de la Russie plus de 70% de son gaz, milite moins pour une stratégie énergétique commune que la Pologne et adopte une position plus conciliante envers son fournisseur principal. Elle a d'ailleurs donné son appui, en 2008, au projet South Stream, le concurrent de Nabucco, en lui octroyant le droit de transiter sur son territoire (Wagstyl et al. 2008). Le Royaume-Uni constitue un autre cas intéressant, puisque malgré sa dépendance nulle, ce pays soulignait, en 2007, la nécessité de parler d'une seule voix dans le cadre d'une politique énergétique étrangère cohérente et crédible étant donné que « EU's vulnerability has been underlined by Russia's willingness to use oil and gas supplies as political instruments against Ukraine, Georgia and Belarus » (Winstone et al. 2007, 10). Ceci illustre l'insuffisance du critère de dépendance pour expliquer la position envers une stratégie énergétique commune.

L'approche constructiviste

La Russie est la source de divisions politiques, que plusieurs expliquent par les facteurs d'identité nationale et de mémoire collective. L'approche constructiviste considère ces facteurs comme déterminants dans la formation de l'intérêt national. Dans le contexte européen, ils sont susceptibles d'influencer la volonté de poursuivre l'intégration. Cette approche a été utilisée par Tonra dans son article sur la PESC. Afin de pallier aux lacunes des modèles traditionnels d'analyse de cette politique, l'auteur soutient que « a cognitive approach to the study of the common foreign and security policy – one that is rooted in a constructivist meta-theoretical position – can yield significant returns in our study of CFSP and its impact on national foreign policy » (Tonra 2003, 748). La qualité des relations entre deux États sera donc influencée par leur histoire commune et par leurs relations passées. L'histoire et la mémoire collective, souvent évoquées par les gouvernements pour justifier leurs politiques, sont donc des facteurs déterminants de la politique étrangère (Rupnik 1996, 56). Dans le cas qui nous occupe, la relation d'un État-membre avec la Russie devrait être déterminée par son histoire et son identité. Donc, plus la relation historique est conflictuelle, plus la Russie devrait être perçue comme une menace à la sécurité de cet État, l'incitant à favoriser une stratégie énergétique commune.

Cette approche devrait s'appliquer particulièrement aux États d'Europe centrale et de l'Est, qui ont eu avec la Russie des relations complexes, marquées par l'influence, la domination et même l'occupation militaire. Les tenants de cette approche dans le cas de la politique énergétique avancent que les États-membres ont des attitudes politiques très diversifiées vis-à-vis la Russie qui, pour des raisons historiques et politiques, ne concordent pas toujours avec leur niveau de

dépendance envers Moscou. Même si les nouveaux membres d'Europe centrale et de l'Est « can hardly break away from Russia in terms of sources of energy, due to grudges formed during the Soviet Union era and the constant geopolitical pressure from the East, as well as pro-US political tendency that was strengthened after independence, they have high domestic anti-Russian sentiment » (Jian 2008, 15).

Depuis l'adhésion des nouveaux États-membres, plusieurs officiels du Kremlin se sont plaints de difficultés dans leur dialogue avec une Union plus « complexe » et avec laquelle il est de plus en plus difficile de s'entendre étant donné le ressentiment envers la Russie qui les habite (Dujisin 2007). Or, cette approche n'explique que partiellement la position des États envers la stratégie énergétique commune, puisque la nature conflictuelle des rapports entre un État-membre et la Russie ne constitue pas une garantie d'adhésion au projet européen. En effet, certains États d'Europe centrale et de l'Est sont jaloux de leur souveraineté nouvellement acquise alors que certains d'entre eux, comme la Slovaquie, n'avaient jamais même été des États indépendants. D'un point de vue nationaliste, « European membership may be the end of the national project started by the national elites in the 19th century. It is not easy for many nationalists in Eastern Europe to accept that the national states hand over their national sovereignty to a transnational political entity not yet fully defined » (Dragoman 2008, 73).

Au niveau empirique aussi, l'approche permet difficilement d'expliquer la position des États. Ainsi, l'histoire de la Pologne au vingtième siècle a contribué à faire en sorte que l'image de la Russie dans le discours identitaire polonais est peu flatteuse et souvent présentée comme une menace à ses intérêts économiques, politiques et militaires (Dujisin 2007 et Zaricky 2004). Conséquemment, la Pologne est l'un des plus grands défenseurs de la stratégie énergétique commune, étant donné la menace que représente la Russie pour sa sécurité d'approvisionnement en gaz naturel. Ce modèle permet aussi d'expliquer les cas estonien, letton et lituanien, dans lesquels l'image de la Russie n'est guère plus positive qu'en Pologne et qui sont aussi tous trois partisans d'une stratégie énergétique européenne (Deutsche Welle 2008). Le passé avec la Russie et sa proximité géographique sont autant de raisons pour ces États de craindre leur voisin, soupçonné d'entretenir des visées impérialistes à leur égard. En conséquence, « the Baltic countries perceive an increasing Russian power as a negative factor for their mutual relations. The Russia-related threats to the Baltic states manifest in several different forms of pressure: economical, political and cultural » (Sleivyte 2008, 32).

Or, l'approche constructiviste ne permet pas d'expliquer les positions de la Bulgarie et de la Hongrie qui, malgré un passé similaire à celui de la Pologne et des trois Baltes, ont une position plus favorable envers Moscou dans le domaine énergétique puisque le gazoduc South Stream, a recueilli le soutien politique de plusieurs pays des Balkans et d'Europe centrale, dont certains avaient même donné leur appui au projet concurrent Nabucco. South Stream a donc recueilli, en 2008, les signatures de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Serbie, trois États ayant eu à subir la domination soviétique pendant le vingtième siècle (Łoskot-Strachota 2008, 4).

L'approche intergouvernementaliste libérale

Étant donné la difficulté des approches précédentes pour expliquer la position des États envers une stratégie commune, notre démonstration testera la théorie IL, qui permet de mieux comprendre les causes de la coopération en considérant le niveau national de prise de décision en

plus de l'environnement stratégique dans lequel évoluent les États. Ainsi, « the EC is best seen as an international regime for policy co-ordination, the substantive and institutional development of which may be explained through the sequential analysis of national preference formation and intergovernmental strategic interaction » (Moravcsik 1993, 480). Les intérêts nationaux émergent donc de la compétition entre les acteurs sociaux s'affrontant au niveau national.

Dans les sociétés pluralistes, des groupes sont en concurrence pour faire valoir les intérêts qu'ils représentent auprès des gouvernements et ces interactions forment les préférences qu'ils vont défendre sur la scène internationale. Ainsi, « governments are assumed to act purposively in the international arena, but on the basis of goals that are defined domestically » (Moravcsik 1993, 481). Le processus se déroule en deux étapes successives : les gouvernements identifient les intérêts nationaux parmi ceux qui sont représentés; puis, ils vont défendre ces intérêts au niveau européen. Étant donné l'impossibilité de représenter tous les intérêts exprimés au niveau national, il s'opère un jeu d'influence et une compétition entre les intérêts qui font que les groupes les plus influents et les mieux organisés voient leurs intérêts défendus au niveau européen (Moravcsik 1993, 483). Les groupes industriels et économiques étant les mieux organisés, ils succèdent le plus souvent à influencer la politique extérieure de leur pays et exercent une influence considérable sur les décisions prises dans l'Union.

Le fait que les compétences énergétiques de l'Union se situent principalement au niveau du marché interne et de la concurrence, démontre l'influence prédominante des groupes énergétiques européens, qui préfèrent les mesures économiques et la libéralisation des marchés pour garantir la sécurité d'approvisionnement européenne. D'ailleurs, en réaction au *Livre vert*, les compagnies gazières européennes se sont déclarées favorables à l'utilisation d'instruments de marché dans la politique énergétique, dont la réalisation du marché interne (Eurogas 2009b, 1).

Méthodologie

La théorie IL devrait nous permettre d'identifier les facteurs du soutien des États à une stratégie énergétique commune. Dans sa version libérale, l'intergouvernementalisme soutient que les intérêts sont définis par la compétition politique au niveau national, où s'affrontent divers groupes sociaux. Les intérêts les plus susceptibles d'être représentés au niveau de l'UE sont ceux des groupes économiques et industriels, qui constitueront notre variable indépendante influençant la position des États envers une stratégie énergétique commune vis-à-vis la Russie. Nous mesurons les intérêts économiques par le niveau de participation des États à des projets gaziers conjoints avec la Russie. S'ils jouent un rôle dans les décisions des États en matière d'intégration, leur participation dans des projets gaziers devrait influencer la volonté d'adopter une stratégie énergétique commune. Bien qu'elles dominent leur marché national, les entreprises gazières ont des activités hors de leur territoire et leur association à des projets gaziers conjointement avec la Russie, plutôt qu'à des projets soutenus par l'UE devrait avoir une influence sur la position des États-membres envers la stratégie commune. Nous émettons donc l'hypothèse suivante :

- *Plus un État-membre participe à de grands projets gaziers conjointement avec la Russie, moins il sera disposé à s'aligner contre celle-ci.*

Pour la tester, nous comparerons trois États-membres (Allemagne, France et Pologne), qui ont été sélectionnés pour la variété de leurs situations au niveau de leurs relations bilatérales avec

la Russie, de leur dépendance énergétique envers elle, ainsi que leur participation à des projets gaziers conjoints avec la Russie. Ainsi, l'Allemagne et la France entretiennent de bonnes relations avec la Russie, contrairement à la Pologne. Quant au niveau de dépendance envers le gaz russe, il est important pour l'Allemagne et la Pologne, qui comptent respectivement sur la Russie pour 42% et 75% de leurs importations, alors qu'il n'est que de 16% en France (AIE 2007). Enfin, en ce qui a trait au niveau de participation à des projets gaziers conjointement à la Russie, seule la Pologne ne participe à aucun projet, alors que les deux autres voient leurs entreprises participer dans des grands projets avec Gazprom.

Notre démonstration est fondée sur des données concernant les niveaux d'investissement des compagnies gazières des trois États dans des projets gaziers conjointement avec la Russie, ainsi que sur des entretiens réalisés à Bruxelles en 2009 auprès de fonctionnaires et spécialistes des questions énergétiques européennes. Le Royaume-Uni devait constituer un cas intéressant pour notre démonstration, mais devant l'impossibilité d'obtenir un entretien à la représentation permanente britannique à Bruxelles, nous avons dû renoncer à l'intégrer dans notre comparaison.

Les États-membres de l'UE et la stratégie énergétique commune vis-à-vis la Russie

Dans cette section, nous testons la théorie IL en soumettant les trois cas à une comparaison de leur position envers la stratégie énergétique commune vis-à-vis la Russie en fonction du niveau d'investissement de leurs entreprises gazières dans des projets gaziers avec ce pays.

L'Allemagne et la stratégie énergétique commune

L'Allemagne dépend des importations de gaz russe à hauteur de 43% et est le plus grand consommateur de gaz russe au sein de l'UE (Saivetz 2007, 3). Ni sa forte dépendance envers la Russie, ni l'histoire entre les deux pays, marquée par l'influence soviétique sur l'Allemagne de l'Est n'auront entamé leur bonne relation. Avec les 6,7 milliards € qu'elle y a investis en 2007, l'Allemagne est le plus grand investisseur européen en Russie (Eurostat 2008, 4). Les liens étroits entre les deux États sont aussi illustrés par l'importance de leur commerce bilatéral, qui a engendré des recettes de près de 43 milliards € en 2008 (European Dialogue 2009). Ces données ont une signification importante dans le domaine énergétique puisque ce secteur est, depuis 2008, le principal bénéficiaire des flux entrants d'IDE en Russie (France 2008).

La position allemande envers la stratégie commune semble être influencée par ses intérêts économiques puisqu'elle s'entête à préserver sa relation particulière avec la Russie, au prix d'une dépendance croissante envers elle. L'effort collectif de l'UE a été sapé par la volonté de certains États-membres de faire en sorte que les questions énergétiques demeurent des prérogatives nationales (Helm 2006). L'acteur le plus actif dans cette stratégie et le défenseur le plus ardent de cette prérogative nationale est certainement l'Allemagne et des voix s'élèvent, parmi les États-membres, pour dénoncer cette politique qui compromet la stratégie européenne en cherchant à préserver sa relation bilatérale avec Moscou. Bien que Bruxelles ait établi son propre partenariat énergétique avec Moscou, plusieurs nouveaux États-membres (et même la France et la Grande-Bretagne) ont émis des critiques ou exprimé leur inquiétude à propos de la dépendance croissante de l'Allemagne envers la Russie, qui pourrait indirectement compromettre leur sécurité énergétique (Umbach 2007, 12).

L'accès au marché russe reste d'une importance capitale pour l'économie allemande : « As an export nation, Germany's reliance on the Russian market has developed in parallel with its overdependence on Russian energy supplies (Socor 2009). Cette interdépendance pourrait s'avérer néfaste pour la sécurité d'approvisionnement allemande, mais pourrait aussi avoir des conséquences néfastes pour l'UE et sa stratégie énergétique. Selon un fonctionnaire allemand pourtant, la dépendance envers la Russie n'est pas une menace et constituerait plutôt la source de sa sécurité d'approvisionnement énergétique alors que Moscou a tant besoin des revenus tirés de ses exportations vers l'UE. Si certains parlent d'une relation spéciale ou stratégique d'autres considèrent qu'elle ne prend pas en compte les intérêts à long terme de l'Allemagne, puisqu'elle est le fait de l'interaction d'un nombre réduit d'acteurs économiques et politiques et ne serait motivée principalement que par des intérêts privés plutôt que politiques (Sander 2007, 16).

L'influence des intérêts économiques sur la politique étrangère allemande dans le domaine énergétique est illustrée par les liens entre les entreprises allemandes et leurs consœurs russes. Les plus grandes firmes gazières allemandes sont étroitement liées à Gazprom. Ainsi, E.ON Ruhrgas s'approvisionne presque exclusivement en gaz russe et principalement chez Gazprom. Aussi, la présence de son chef de direction au conseil d'administration de Gazprom, seul représentant d'une entreprise étrangère au sein de ses structures de direction, illustre bien l'étroite relation entre les deux entreprises. D'ailleurs, avec ses 6,5% de parts dans Gazprom, E.ON Ruhrgas en est le principal actionnaire étranger (Sander 2007, 18). Quant à Wingas, elle aussi s'approvisionne principalement en gaz russe et est étroitement liée à Gazprom, qui en possède 35% des parts (Sander 2007, 18). Ses activités en Russie comprennent des parts qu'elle détient dans les champs gaziers de Yuzhno-Russkoye, en Sibérie, et son implication dans le projet Nord Stream avec E.ON Ruhrgas, Nederlandse Gasunie et Gazprom (EurActiv 2009).

Un autre exemple de la convergence des intérêts économiques des deux pays est la Consultation intergouvernementale russo-allemande, un sommet biennuel qui offre l'opportunité aux entreprises des secteurs industriel et énergétique de rencontrer leurs gouvernements. Au cours du sommet de juillet 2009, elles ont d'ailleurs formulé le souhait que le gouvernement allemand soutienne d'ambitieux projets conjoints avec la Russie et ont même exprimé leur désir de voir créer une agence de l'énergie Germano-russe, ce qui pourrait compromettre les efforts de l'UE pour élaborer une politique énergétique commune (Socor 2009).

La relation forte, profonde et complexe qui unit Berlin et Moscou comprend des aspects personnels aussi bien que formels (Helm 2006). Des politiciens, comme l'ancien chancelier Schröder, sont impliqués personnellement dans les relations germano-russes. Celui-ci a d'ailleurs été nommé président de Nord Stream AG, le consortium chargé de la construction du gazoduc nord européen, un projet qu'il avait lui-même autorisé avant son départ de la chancellerie. Défenseur de ce projet et acteur central de la bonne relation germano-russe, Schröder avait même qualifié le projet Nabucco et la stratégie européenne de diversification des approvisionnements vers la Caspienne de « non-sens » devant ceux qui critiquaient la stratégie allemande et qui craignaient de la voir tomber dans le piège de la Russie (Norling 2007, 16).

L'importance des facteurs économiques dans les politiques étrangère et de sécurité énergétique allemandes s'explique par le fait que les principales responsabilités de la dimension externe de la politique énergétique allemande se retrouvent entre les mains du ministère des Affaires Économiques (BMWi). Le gouvernement allemand est donc un fervent partisan de

l'implantation des acteurs économiques privés nationaux dans le marché russe, même si cela implique d'aller contre la stratégie énergétique de l'UE (Sander 2007, 19). Si la position officielle à Berlin est de souscrire à la politique énergétique de l'UE, elle demeure sceptique devant son manque d'efficacité et de cohérence.

Selon le fonctionnaire allemand, une stratégie énergétique commune serait contraire à la libéralisation des marchés, qui constitue l'un des principes fondateurs de l'Union. De plus, la perception de la Russie varie d'un État-membre à l'autre et ceux dont les entreprises gazières n'ont aucune activité en Russie ont un intérêt « passif » à obtenir du gaz, mais aussi à empêcher Gazprom de pénétrer leur marché, tandis que d'autres États, comme l'Allemagne, la France ou l'Italie, ont un intérêt « actif » puisque leurs entreprises ont des activités en Russie et sont soucieuses d'assurer le principe de réciprocité. Évidemment, « other countries that do not have national companies active in Russia do not see this because it is not an issue that they have to take into mind when dealing with Russia » (fonctionnaire allemand 2009).

Selon lui, la relation particulière entre l'Allemagne et la Russie est d'une importance capitale dans la position plutôt défavorable de son pays envers la stratégie énergétique commune et avant que l'Allemagne ne consente à se départir de ses prérogatives énergétiques, elle devra s'assurer que les européens comprennent la manière allemande de faire des affaires avec les Russes. Cette stratégie a favorisé E.ON Ruhrgas et Wingas bien plus que toute autre entreprise européenne au niveau de leur implication dans des projets gaziers en Russie, ce qui semble être le meilleur indicateur de la position de Berlin envers une stratégie énergétique commune.

Alors que réalistes et constructivistes auraient prédit une position allemande plus favorable envers la stratégie commune, l'approche IL prédisait que les intérêts économiques communs à l'un et l'autre États serait un facteur déterminant de la position allemande. La dépendance de Berlin envers le gaz russe aurait pu être perçue par les réalistes comme une menace à sa sécurité d'approvisionnement, tandis que les constructivistes auraient pu interpréter les relations historiques germano-russes comme une entrave à des relations harmonieuses entre les deux États à cause des facteurs identitaires et historiques. Or, Berlin est beaucoup plus tentée par le maintien de bonnes relations avec Moscou, fut-ce au détriment de la sécurité énergétique de l'Union.

La France et la stratégie énergétique commune

La France est le troisième consommateur de gaz russe en Europe en termes de volume (Saivetz 2007, 3). Au niveau de sa dépendance, cependant, elle jouit d'une situation enviable puisqu'elle ne compte sur le gaz russe que pour le cinquième de sa consommation totale. Alors, qu'elle importe 95% de sa consommation, ses sources d'approvisionnement sont beaucoup plus diverses que la moyenne des États-membres et peut compter sur une dizaine de fournisseurs (Chevalier et Percebois 2008, 57). Malgré un niveau de dépendance différent de l'Allemagne, la France aligne sa position envers la stratégie énergétique commune sur celle de son voisin, quoique de façon plus nuancée. Ceci illustre la difficulté du critère de niveau de dépendance envers le gaz russe à prédire la position des États envers la stratégie énergétique commune. Quant à l'approche constructiviste, elle ne pose pas de problème, puisque ses relations avec la Russie n'ont pas été marquées par des conflits et que les questions d'identité nationale ne sont jamais évoquées dans le contexte de leurs relations bilatérales.

La position française envers la stratégie commune est complexe et formulée tout en nuances. Une fonctionnaire française nous a confié que son pays y était favorable, la France étant l'un des premiers États-membres à alimenter le débat pour construire une politique européenne de l'énergie. Son *Mémorandum* de 2006 (France 2006), énumérant les champs d'action dans lesquels d'avantage de coordination ou d'intégration au niveau européen pourrait faire émerger une politique énergétique commune, a été bien reçu par la Commission, qui en a fait la base de sa réflexion pour son *Livre vert*. Pourtant, dans les faits, la position française est moins claire et les intérêts de ses entreprises engagées en Russie sont aussi un facteur déterminant de sa position envers la stratégie énergétique européenne.

La France est le second investisseur européen en Russie (Eurostat 2008, 4). Cependant, un document soulignait en 2008 que la présence française « dans le secteur des hydrocarbures est, au vu du poids de l'énergie dans l'économie russe et de la présence des autres investisseurs étrangers, encore en-deçà de son potentiel » (France 2008, 5). Pourtant, GDF Suez et Total sont présentes dans le secteur énergétique russe et y participent toutes deux à des projets gaziers. Actuellement opérateur du champ pétrolier de Khariga, Total pourrait aussi devenir un acteur majeur du secteur en Russie avec le lancement de Shtokman (France 2008, 5). Lors d'une annonce de Vladimir Poutine, en 2009, selon laquelle Total allait s'associer à Novatek pour développer le champ gazier de Termokarstovoye, le premier ministre avait laissé sous-entendre qu'elle pourrait être sélectionnée pour la seconde phase du projet Shtokman, un des plus importants projets gaziers au monde (Hollinger et Gorst 2009). De plus, Total serait en négociation avec Gazprom pour investir dans la construction d'une usine de GNL dans la péninsule de Yamal (Russia Today 2009). Ces faveurs envers le raffineur illustrent à quel point il est devenu un des partenaires étrangers favoris de la Russie (Shuster 2009).

Quant à GDF Suez, elle figure désormais au capital de Nord Stream AG. En plus de consolider les liens étroits entre les entreprises françaises et russes, ce dénouement prit une signification toute particulière puisque GDF était plutôt intéressée à participer au projet Nabucco. Cependant, au motif des tensions politiques entre Paris et Ankara, la Turquie avait décidé d'écarter définitivement la compagnie française du projet (Reymond 2008, 17). En plus de renforcer la légitimité du projet germano-russe, l'adhésion de GDF Suez marque la volonté française de rejoindre Berlin sur le terrain des partenariats stratégiques avec la Russie dans le domaine énergétique (Nougayrède 2009).

La relation liant Paris à Moscou comporte aussi un caractère politique grâce, notamment, à la tradition interventionniste française dans sa politique énergétique. Ainsi, « [p]ublic firms, or controlled by the state, allowed the development of French energy sector and played a major role in its modernization, in the promotion of interdependence and in security of supply » (Meritet 2007, 26). Il y a donc une volonté des politiques français de s'impliquer dans les dossiers énergétiques et de défendre les intérêts de leurs entreprises à l'étranger.

La manière dont s'était conclue l'entente autorisant Total à se joindre au consortium en charge du champ gazier de Shtokman est évocatrice du caractère politique que revêtent ces partenariats : « At the eve of Bastille Day Russia's president, Vladimir Putin, handed a royal present to the newly elected president of France [...] by allowing a national French company into Russia's mightily tempting energy sector » (Economist 13 juillet 2007). Au delà de la dimension économique de cette annonce, le caractère politique a primé puisque qu'elle visait à préserver la

relation privilégiée entre l'Élysée et le Kremlin de l'époque du Président Chirac, alors que plusieurs observateurs croyaient que son successeur serait plus critique à l'égard de la Russie. L'octroi du contrat s'apparente donc à une manœuvre politique destinée à s'attirer les bonnes grâces du nouveau président français (Economist 13 juillet 2007).

Ces liens permettent de croire que le niveau d'investissement dans des projets conjoints avec les entreprises russes soit le facteur déterminant de la position française envers la stratégie énergétique européenne. Bien qu'elle s'avoue favorable envers cette politique, la fonctionnaire française reconnaît qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Les gouvernements sont soucieux de veiller aux intérêts de leurs entreprises nationales à l'étranger, même si cela n'est pas exclusivement leur rôle. La tradition interventionniste dans le domaine énergétique et l'importance capitale de ce secteur font que les politiques français se sont souvent opposés aux directives de la Commission visant à réglementer ce secteur, y voyant la fin de leur modèle national (Meritet 2007, 31).

Les dirigeants français ont donc à cœur les intérêts de leurs entreprises à l'étranger. Devant les lucratifs contrats qui ont récemment été accordés à ses entreprises nationales, Paris semble vouloir privilégier la bonne relation avec Moscou à une stratégie énergétique européenne vis-à-vis la Russie, ce qui est cohérent avec les prévisions de l'approche IL. Quant aux deux autres approches, elles ne permettent pas de prédire clairement la position de la France envers la stratégie énergétique commune.

La Pologne et la stratégie énergétique commune

La Pologne se caractérise par l'absence d'investissements de ses entreprises énergétiques dans des projets gaziers en Russie. Elle est aussi un défenseur notoire d'une stratégie énergétique commune, mais les raisons pour expliquer sa méfiance envers Moscou évoquent plus souvent l'histoire tumultueuse entre les deux États ou l'identité nationale polonaise. Le poids de l'histoire et leur méfiance envers leurs puissants voisins sont perceptibles dans la réaction des politiques polonais au projet de gazoduc germano-russe qui devrait court-circuiter le territoire polonais et qui a été comparé au pacte Molotov-Ribbentrop (Baran 2006, 13). Quelques années après son accession à l'UE, les dilemmes de sécurité polonais demeurent sans solution et certains avancent que « the relative disillusionment with the results of EU accession has reinforced the isolationist and historically minded foreign policy trend inspired by Poland's Catholic-nationalist sectors » (Dujisin 2007).

Or, cette méfiance tient plus à des facteurs économiques qu'à des querelles historiques ou des questions d'identité nationale. Loin d'être isolationniste, la Pologne est plutôt partisane d'une stratégie énergétique commune qui pourrait garantir la sécurité énergétique de l'Union dans son ensemble plutôt que de quelques États-membres seulement. Une fonctionnaire polonaise a bien mis en évidence les facteurs économiques en cause dans les relations entre Moscou et Varsovie. Si elle a concédé que les facteurs historiques avaient un rôle à jouer dans les différences d'approches entre les États-membres et la Russie, elle soutenait que les facteurs économiques primaient sur les questions d'identité et de mémoire collective.

La position polonaise envers la stratégie commune serait donc le produit de sa dépendance envers la Russie, qui assure 61% de sa consommation de gaz et qui suscite un sentiment de

vulnérabilité, l'incitant à militer pour la solidarité plutôt que l'individualisme énergétique (Wyciszkievicz 2007). Or, le critère de dépendance ne peut être le seul déterminant de la position des États et les seules relations qu'entretiennent PKN Orlen et PGNiG avec les entreprises russes sont des relations de clients. En conséquence, s'il n'était pas aggravé par l'absence d'investissements en Russie des entreprises polonaises, ce niveau de dépendance n'entraînerait pas nécessairement une position favorable envers la stratégie énergétique commune.

Comme elle n'y a pas d'investissements, la Pologne n'a aucune marge de manœuvre face aux entreprises russes. Elle doit donc espérer qu'elles honorent leurs contrats à son égard. Face à cela, Varsovie milite pour une stratégie européenne et est à l'origine de plusieurs initiatives et coalitions¹. Par son activisme, la Pologne sera parvenue à susciter un débat européen sur la solidarité énergétique. Toutefois, à chaque tentative d'élaborer des projets alternatifs de diversification des approvisionnements européens, la Pologne a trouvé Gazprom sur son chemin, une attitude qui est certainement à l'origine de sa crainte envers son fournisseur, qu'elle perçoit comme un instrument de la politique étrangère russe plutôt qu'une simple entité commerciale (Dujisin 2007). En cherchant des solutions européennes qui contraindraient Gazprom à se soumettre à un corpus de règles bien établies et s'appliquant à tous, la Pologne veut s'assurer que les projets d'infrastructures énergétiques vont bénéficier à tous les États-membres.

Si la négociation des contrats relève des entreprises, la fonctionnaire polonaise considère que les gouvernements doivent assurer des cadres légaux et des conditions de négociations favorables respectées par toutes les parties. Cette tâche serait facilitée par une stratégie énergétique européenne, nécessaire pour servir les intérêts des entreprises européennes, mais nécessitant l'action concertée de tous les États-membres. Il s'agit donc principalement d'assurer le principe de réciprocité entre les entreprises européennes et russes, qui pourraient alors jouir des règles claires et prévisibles qui font actuellement défaut (fonctionnaire polonaise 2009).

La dépendance polonaise envers la Russie est certainement une des causes de son sentiment de vulnérabilité, mais l'absence d'intérêts économiques dans le domaine énergétique russe amplifie ce sentiment. Elle ne peut donc compter sur cette relation pour assurer sa sécurité d'approvisionnement et doit espérer une stratégie énergétique européenne. Ceci est cohérent avec la théorie IL, puisque les intérêts des industriels gaziers polonais ont plus de chance d'être respectés dans le cadre d'une stratégie énergétique commune qui contraindrait la Russie à agir envers les entreprises européennes avec réciprocité et assurerait le respect des contrats dans des conditions acceptables. Le niveau de dépendance polonais aurait pu accréditer la vision réaliste, mais ce critère n'influence que partiellement la position des États-membres. Nous avons aussi démontré que les enjeux économiques comptaient plus que les conflits historiques et l'identité nationale dans la position favorable de Varsovie envers la stratégie énergétique européenne.

Conclusion

Les questions énergétiques sont une source de préoccupation pour l'Union européenne. Devant l'ampleur des défis énergétiques qui s'annoncent, un consensus émane à propos de la nécessité pour l'UE de se doter d'une politique énergétique commune, une volonté qu'elle a elle-

¹ À ce sujet, voir Wyciszkievicz 2007, 37-38

même manifestée. Or, la persistance de l'intérêt national fait en sorte que la politique commune est toujours inefficace et incohérente. Conséquemment, certaines capitales rechignent à transférer leurs prérogatives à Bruxelles. Pourtant, la littérature foisonnante sur la politique énergétique commune de l'UE n'aborde pas cette dimension des facteurs d'influence sur les décisions des États en matière d'intégration dans le domaine énergétique.

S'inscrivant dans le courant IL, ce travail a testé l'hypothèse selon laquelle les intérêts des entreprises énergétiques nationales étaient le facteur le plus influent dans la position des États envers cette stratégie. Plus un État-membre participait à de grands projets gaziers conjointement avec la Russie, moins il devait être disposé à s'aligner contre elle dans le cadre d'une stratégie énergétique avec les autres États-membres. En comparant les positions de trois États-membres envers cette stratégie par rapport à leur degré de participation à des projets gaziers avec la Russie, nous avons démontré qu'il existait une relation entre ces deux variables.

Bibliographie

- Agence Internationale de l'Énergie. 2007. *Natural Gas Information*. Paris: Agence Internationale de l'Énergie.
- Bahgat, Gawdat. 2006. « Europe's Energy Security: Challenges and Opportunities ». *International Affairs* 82 (5): 961-75.
- Baran, Zeyno. 2006. « Lithuanian Energy Security : Challenges and Choices » (note de recherche). Center for Strategic Studies.
- Baran, Zeyno. 2007. « EU Energy Security : Time to End Russian Leverage ». *The Washington Quarterly* 30 (4): 131-44.
- Biava, Alessia. 2007. « L'action de l'Union européenne face au défi de la sécurisation de son approvisionnement énergétique ». *Politique Européenne* 22 (printemps) : 105-23.
- Chevalier, Jean-Marie et Jacques Percebois. 2008. *Gaz et électricité : un défi pour l'Europe et pour la France*. Paris : La documentation française.
- Closson, Stacy. 2008. « Energy Security of the European Union » (Centre for Security Studies Analyses in Security Policy no. 36). Eidgenössische Technische Hochschule Zürich.
- Commission des Communautés européennes. 2006. *Livre vert : Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*. Bruxelles : Commission des Communautés européennes.
- Commission des Communautés européennes. 2007. *Communication de la Commission au Conseil européen et au Parlement européen : Une politique de l'énergie pour l'Europe*. Bruxelles : Commission des Communautés européennes.
- Correljé, Aad et Coby van der Linde. 2006. « Energy Supply Security and Geopolitics : A European Perspective ». *Energy Policy* 34: 532-43.
- Deutsche Welle. 30 janvier 2008. *Warsaw to Present Alternative Pipeline Plan to Moscow*. En ligne. <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,3096162,00.html> (Page consultée le 8 mars 2008).
- Dragoman, Dragoş. 2008. « National Identity and Europeanization in post-communist Romania. The Meaning of Citizenship in Sibiu : European Capital of Culture 2007 ». *Communist and Post-Communist Studies* 41 : 63-78.
- Dujisin, Zoltán. 11 octobre 2007. *Poland-Russia : Once an Enemy, Always an Enemy*. En ligne. <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=39606> (Page consultée le 6 août 2009).

- Economist. 13 juillet 2007. *Russian Energy : Behind the Gazprom-Total Deal*. En ligne. http://www.economist.com/businessfinance/displayStory.cfm?story_id=9495268 (Page consultée le 6 août 2009).
- EurActiv. 30 juillet 2009. *France's GDF Suez to Join Nord Stream Pipeline*. En ligne. <http://www.euractiv.com/en/energy/france-gdf-suez-join-nord-stream-pipeline/article-184525> (Page consultée le 6 août 2009).
- Eurogas. 2009a. « Natural Gas Consumption in EU27, Turkey and Switzerland in 2008 ». Communication, Eurogas, Bruxelles, 12 mars 2009.
- Eurogas. 2009b. « Letter to Commissioner Andris Pielbags ». Communication, Eurogas, Bruxelles, 22 avril 2009.
- European Dialogue. 2009. *Germany, Russia Hold Traditional Dialog Forum in Munich*. En ligne. <http://eurodialogue.org/Germany-Russia-Hold-Traditional-Dialog-Forum-In-Munich> (Page consultée le 6 août 2009).
- Eurostat. 2008. *Statistics in Focus : EU-27 Foreign Direct Investments in Brazil, Russia, India and China increased by more than 50% in 2007*. Luxembourg : Eurostat.
- Finon, Dominique et Catherine Locatelli. 2008. « Russian and European Gas Interdependence : Could Contractual Trade Channel Geopolitics? ». *Energy Policy* 36: 423-442.
- France. Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer. 2006. *Mémoire de la France pour une relance de la politique énergétique européenne dans une perspective de développement durable*. Paris : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.
- France. Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. 2008. *Les investissements directs étrangers en Russie*. Paris : Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.
- Heinrigs, Philipp. 2007. « Le pétrole et le gaz ». *Diplomatie* 28 (septembre-octobre) : 40-3.
- Helm, Dieter. 14 décembre 2006. *Russia, Germany and European Energy Policy*. En ligne. http://www.opendemocracy.net/globalization-institutions_government/energy_policy_4186.jsp (Page consultée le 28 février 2008).
- Hoffmann, Stanley. 1966. « Obstinate or Obsolete? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe ». *Daedalus* 95 (3): 862-915.
- Hollinger, Peggy et Isabel Gorst. 2009. « Total Granted Go-Ahead to Expand in Russia ». *Financial Times* (Londres), 24 juin.
- Jian, Cheng. 2008. « Relations Between Russia and Europe from the Perspective of Energy Strategy » (note de recherche no. 150). *Hamburger Beiträge zur Friedensforschung und Sicherheitspolitik*.

- Łoskot-Strachota, Agata. 2008. « Nabucco vs. South Stream – Rivalry over Balkan Gas Pipelines » (note de recherche no. 3). Centre for Eastern Studies.
- Meritet, Sophie. 2007. « French Energy Policy in the European Context ». *Foreign Policy in Dialogue* 8 (20) : 25-33.
- Möller-Holtkamp, Vera. 28 septembre 2007. “Mr. Energy” and the Future of European Energy Policy. En ligne. <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,2800793,00.html> (Page consultée le 8 mars 2008).
- Monaghan, Andrew. 2007. « Russia and the Security of Europe’s Energy Supplies : Security in Diversity ? » (note de recherche). Conflict Studies Research Centre of the Defense Academy of the United Kingdom.
- Moravcsik, Andrew. 1993. « Preferences and Power in the European Community : A Liberal Intergovernmentalist Approach ». *Journal of Common Market Studies* 31 (4): 473-524.
- Noël, Pierre. 2008. « Beyond Dependence : How to Deal with Russian Gas » (ECPR Policy Brief). European Council on Foreign Relations.
- Norling, Nicklas. 2007. « Gazprom’s Monopoly and Nabucco’s Potentials : Strategic Decisions for Europe » (note de recherche). Central Asia – Caucasus Institute.
- Nougayrède, Natalie. 2009. « Gazoduc : GDF Suez négocie son entrée dans North Stream ». *Le Monde* (Paris), 29 juillet.
- Øhrgaard, Jakob C. 1997. « 'Less than Supranational, More than Intergovernmental': European Political Cooperation and the Dynamics of Intergovernmental Integration ». *Millenium – Journal of International Studies* 26 (1) : 1-29.
- Reymond, Mathias. 2008. « L’Europe énergétique entre concurrence et dépendance ». *Le Monde Diplomatique* (décembre) : 16-17.
- Röller, Lars-Hendrik, Juan Delgado et Hans W. Friederiszick. 2007. *Energy : Choices for Europe*. Bruxelles: Bruegel Blueprint Series.
- Rupnik, Jacques. 1996. « The Reawakening of European Nationalisms ». *Social Research* 63 (1) : 41-75).
- Russia Today. 25 juin 2009. *Total Signs up for Yamal Gas Project*. http://www.russiatoday.ru/Business/2009-06-25/Total_signs_up_for_Yamal_gas_project.html (Page consultée le 6 août 2009).
- Sander, Michael. 2007. « A “Strategic Relationship?” : The German Policy of Energy Security within the EU and the Importance of Russia ». *Foreign Policy in Dialogue* 8 (20) : 16-24.

- Saivetz, Carol R. 2007. « Russia : An Energy Superpower ? » (Audit of the Conventional Wisdom no. 07-22). Massachusetts Institute of Technology Center for International Studies.
- Shuster, Simon. 25 juin 2009. *Total may Invite Gazprom to Join Africa Projects*. En ligne. <http://www.reuters.com/article/rbssOilGasExplorationProduction/idUSLP9860920090625> (Page consultée le 6 août 2009).
- Sleivyte, Janina. 2008. « Russia's European Agenda and The Baltic States » (The Shrivenham Papers no. 7). Defense Academy of the United Kingdom.
- Socor, Vladimir. 24 juillet 2009. *Russia-Germany : An Asymmetric "Strategic Partnership"*. En ligne. [http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=35314&cHash=1740d16aa4](http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews[tt_news]=35314&cHash=1740d16aa4) (Page consultée le 6 août 2009).
- Spanjer, Aldo. 2007. « Russian Gas Price Reform and the EU-Russia Gas Relationship : Incentives, Consequences and European Security of Supply ». *Energy Policy* 35: 2889-98.
- Tonra, Ben. 2003. « Constructing the Common Foreign and Security Policy : The Utility of a Cognitive Approach ». *Journal of Common Market Studies* 41 (4) : 731-756.
- Umbach, Frank. 2007. « Towards a European Energy Foreign Policy ? ». *Foreign Policy in Dialogue* 8 (20) : 7-15.
- Van der Linde, Coby. 2007. « External Energy Policy : Old Fears and New Dilemmas in a Larger Union ». Dans André Sapir, dir., *Fragmented Power : Europe and the Global Economy*. Bruxelles: Bruegel, 266-307.
- Verrastro, Frank et Sarah Ladislaw. 2007. « Providing Energy Security in an Interdependent World ». *The Washington Quarterly* 30 (4): 95-104.
- Wagstyl, Stefan, Kester Eddy et Neil MacDonald. 2008. « Hungary Backs Russian Pipeline ». *Financial Times* (Londres), 26 février.
- Winstone, Ruth, Paul Bolton et Donna Gore. 2007. Research Paper on Energy Security. London : House of Commons Library.
- Wyciszkievicz, Ernest. 2007. « "One for All - All for One" – The Polish Perspective on External European Energy Policy ». *Foreign Policy in Dialogue* 8 (20) : 34-42.
- Youngs, Richard. 2007. « Europe's External Energy Policy : Between Geopolitics and the Market » (note de recherche no. 278). Centre for European Policy Studies.
- Zarycki, Tomasz. 2004. « Uses of Russia : The Role of Russia in the Modern Polish National Identity ». *East European Politics and Societies* 18 : 595-627.